



HAL
open science

Représenter la "société civile" étudiante. Les luttes de classes dans l'université française en 2009

Nicolas Brusadelli

► **To cite this version:**

Nicolas Brusadelli. Représenter la "société civile" étudiante. Les luttes de classes dans l'université française en 2009. Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine. Christine Bouneau et Nicolas Patin, La société civile organisée contre l'État, pp.139-163, 2020, 978-2-85892-604-6. hal-04331558

HAL Id: hal-04331558

<https://u-picardie.hal.science/hal-04331558>

Submitted on 8 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Représenter la « société civile étudiante ».

Les luttes de classes dans l'université en 2009

Nicolas Brusadelli

La mobilisation étudiante du printemps 2009 constitue l'un des derniers mouvements étudiants massifs que l'université française ait connu. À son apogée, les étudiants avaient voté la grève dans 75 universités, sur les 82 que compte le territoire métropolitain. Le chiffre des sites occupés s'élevait, quant à lui, à 54. Les revendications étudiantes s'étaient également multipliées, à la faveur d'assemblées générales réunissant parfois plusieurs milliers de personnes : contre la « mastérisation » des formations d'enseignants, contre la réforme du statut des enseignants, contre la réforme de l'allocation des moyens alloués aux universités, etc. Dans un milieu où le *turn over* militant est structurel, conséquence directe du remplacement rapide des cohortes étudiantes, le retrait de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (dite loi « LRU »), combattue deux ans auparavant, venait souvent clore cette liste. Il s'agissait là d'un signe parmi d'autres de la permanence des collectifs de lutte depuis plusieurs années : aux yeux des étudiants mobilisés, qui construisaient un rapport de filiation entre les mobilisations de 2007 et de 2009 (leurs dénominations respectives, « LRU 1 » et « LRU 2 », étant à cet égard révélateurs), cette période ne représentait d'ailleurs qu'une seule et même temporalité politique¹. Cette impression s'ancrait il est vrai dans une certaine réalité – ces mobilisations s'inscrivant par ailleurs toutes deux, au-delà du monde étudiant *stricto sensu*, dans un mouvement sectoriel puis interprofessionnel durable, capable de « surdéterminer » les perceptions étudiantes mais aussi leur fournir une part non négligeable de leur dynamisme.

À la fronde étudiante contre « l'autonomie des universités » de l'automne 2007 avait en effet succédé celle des lycéens, contre la réforme du lycée entreprise par Xavier Darcos au printemps 2008. À l'automne 2008, ce sont cette fois les professeurs des écoles et les étudiants des IUFM (Instituts universitaires de formation des maîtres) qui avaient battu le pavé contre la « mastérisation » de la formation des enseignants, bientôt rejoints eux-mêmes par les enseignants-chercheurs mobilisés contre la réforme de leur statut. Avec l'arrivée de l'hiver et la mise en mouvement des parents d'élève, des collectifs unitaires « de la maternelle à l'université » avaient alors vu le jour pour organiser des « nuits des écoles » ; tandis que la mobilisation lycéenne reprenait quant à elle de plus belle, dans une ambiance médiatique marquée par la révolte quasi-insurrectionnelle de la jeunesse grecque. Après la « trêve des confiseurs », l'année 2009 fut celle de l'élargissement interprofessionnel de la mobilisation : grèves interprofessionnelles et reconductibles en Guadeloupe, « journées d'action public-privé » de plusieurs millions de manifestants en métropole, « appel des appels » tentant d'élargir la mobilisation du monde éducatif à l'ensemble du travail social, etc. On voit ici à quel point la « structure des opportunités

¹ Pour un récit de ces mobilisations voir BRUSADELLI N., *Les luttes étudiantes de 2007-2009*, Mémoire de Master 2 de Sociologie sous la direction de Denis Blot et Bertrand Geay, Université de Picardie Jules Verne, Amiens, 2011.

politiques »² pouvait être alors favorablement perçue par les organisations étudiantes de mouvement social³. Sorties renforcées et auréolées de leur lutte victorieuse contre le Contrat première embauche (CPE) de 2006⁴, celles-ci affrontaient de plus un gouvernement qui, réformant au nom des caisses vides, paraissait relativement affaibli par la crise des *subprimes* et le renflouement des banques qui s'en est suivi en 2008 : c'est dans ce contexte qu'elles encourageront les étudiants à prendre le relais, au sein des universités, de la grève des enseignants-chercheurs entamée en février et qui commençait à montrer des signes de faiblesse.

Malgré cette phase « ascendante » de mobilisation et les possibilités perçues d'une victoire à moyen terme, un conflit parfois ouvert a pourtant vu le jour au sein du mouvement étudiant, opposant les militants membres d'organisations à ceux qui ne l'étaient pas. Disputant la direction du mouvement à l'ensemble des organisations de mouvement social, ces derniers remettaient également en question – au nom de la « démocratie directe » et de « l'auto-organisation » – les formes de délégation politique⁵ instituées. Ces luttes indiquaient par conséquent l'existence, parmi les étudiants mobilisés, de rapports différents à la représentation politique⁶, qui se donnaient à voir à la lueur d'un contexte particulier. Ce sont ces rapports différenciés que ce texte voudrait prendre pour objet, en s'appuyant sur une enquête menée en 2009-2010 [cf. encadré « Méthodologie de l'enquête »]. Pour ce faire, nous reviendrons d'abord sur le contexte de l'époque, c'est-à-dire à la fois sur les conditions de possibilités de l'existence d'une forme de « société civile » étudiante, et sur les mécanismes ayant contribué à mettre « à l'agenda » la question de sa représentation. Dans un deuxième temps, nous essaierons d'objectiver – sur la base d'une enquête par questionnaire réalisée à Amiens – l'espace social et politique des étudiants mobilisés en 2009, de façon à éclairer la manière dont la détention de certaines ressources s'articulait alors à des « prises de positions » spécifiques. En s'appuyant sur des entretiens biographiques, la dernière partie du texte défendra quant à elle l'idée que c'est, précisément, au sein des trajectoires socio-scolaires des étudiants qu'il faut chercher l'origine de leurs rapports différenciés à l'organisation collective et à la représentation.

La méthodologie de l'enquête

Ce texte est issu d'une enquête menée entre 2007 et 2011, s'appuyant elle-même sur une méthodologie diversifiée : observation participante des mouvements de 2007 et 2009, au niveau local mais aussi national ; construction d'une revue de presse locale et nationale ; analyse d'un corpus constitué de l'ensemble des tracts diffusés à Amiens à la même période ; étude des carnets personnels des principaux syndicalistes locaux ; entretiens exploratoires avec des responsables locaux des mouvements étudiants (n=10), etc. Une passation de 101 questionnaires a également été effectuée en 2011, par voie

² Pour une synthèse relative à ce concept voir FILLIEULE O., MATHIEU L. et PÉCHU C., *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 2009.

³ Sur la notion d' « organisation de mouvement social » (*Social Movement Organization*), cf. MCCARTHY J.D. et ZALD M.N., « Resource Mobilization and Social Movements : a Partial Theory », *American Journal of Sociology*, 1977, p. 1212-1241.

⁴ Bertrand GEAY (éd.), *La protestation étudiante : Le mouvement du printemps 2006*, Liber, 2009.

⁵ BOURDIEU P., « La délégation et le fétichisme politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53, 1984, p. 49-55.

⁶ BOURDIEU P., « La représentation politique. », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 36-37, 1981, p. 3-24.

téléphonique, auprès des étudiants mobilisés en 2007 et 2009 à Amiens. La population sondée a été constituée grâce aux listes de contacts compilés par les syndicalistes lors des AG étudiantes du mouvement de 2009, ces listes elles-mêmes comportant d'autres contacts syndicaux issus du mouvement de 2007 (189 personnes au total). Dans le travail d'exploitation présenté ci-dessous et dans l'objectif de constituer une population cohérente, seuls les individus ayant participé au mouvement de 2009 ont été retenus, formant ainsi une base de données regroupant des informations sur 93 étudiants mobilisés. Au vu de son mode de construction, cette population peut donc être considérée comme représentative des étudiants les plus impliqués. Le questionnaire a quant à lui été conçu de manière à renseigner, au sujet des étudiants sondés, des indicateurs relevant de trois dimensions : caractéristiques sociodémographique (âge, sexe, profession et catégorie socioprofessionnelle du père, type de baccalauréat obtenu, etc.), socialisation politique (héritage politique familiale, date de la première mobilisation, auto-placement sur l'échelle gauche-droite, adhésion à un parti politique, une association ou un syndicat, etc.) et degré d'implication dans le mouvement de 2009 (participation ou non aux AG, aux manifestations, à la préparation des actions, aux blocages, aux comités de mobilisation, etc.).

La contestation du champ de la représentation étudiante

L. Mathieu a mis en avant, à travers le concept d'« espace des mouvements sociaux »⁷, les relations dynamiques qui unissent entre elles les mobilisations protestataires, tant sur le plan du sens que sur celui des pratiques. Mais il a également souligné le phénomène d'autonomisation vis-à-vis du champ politique⁸ qui caractérise les mouvements sociaux dans certaines périodes historiques : il rejoint, en cela, les observations ayant amené C. Péchu et G. Mauger⁹ à parler quant à eux de « champ militant », dans une analyse qui restreignait toutefois cette forme d'autonomisation à la seule protestation antilibérale. Chez les uns comme chez les autres, les constats restent cependant similaires : les phénomènes d'expansion ou au contraire de rétraction d'un espace protestataire s'autonomisant du champ politique sont liés à des effets de périodes (par exemple à la reconversion des investissements révolutionnaires dans les années qui suivent 1968, ou encore à l'aspiration des « forces vives » associative par la gauche parvenue au gouvernement en 1981¹⁰). En reprenant ici le concept pour l'appliquer aux dynamiques de mobilisations juvéniles, nous pourrions poser l'hypothèse que le contexte de la fin des années 2000 est précisément celui d'une forme d'autonomisation de l'« espace des mouvements sociaux » étudiant vis-à-vis des institutions qui monopolisent habituellement la représentation étudiante, autonomisation dont le rejet massif du champ de la représentation étudiante fut alors le symptôme.

⁷ MATHIEU L., « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, 77, 2007, p. 131-151.

⁸ DULONG D., *La construction du champ politique*, Rennes, PU Rennes, 2010 ; Pierre BOURDIEU, *Propos sur le champ politique*, Presses Universitaires Lyon, 2000.

⁹ PÉCHU C., « Les générations militantes à droit au logement », *Revue française de science politique*, 51-1, 1 mars 2001, p. 73-103 ; MAUGER G., « Pour une politique réflexive du mouvement social », in COURTS-SALIES P. et VAKALOULIS M. (éd.), *Les mobilisations collectives : une controverse sociologique*, Paris, PUF, 2003, p. 33-42.

¹⁰ MATHIEU L., « L'espace des mouvements sociaux »..., *op. cit.*

Il faudrait alors se poser la question des phénomènes qui ont favorisé cette autonomisation. Et en la matière, tout laisse à penser que ces derniers se confondent avec une dynamique générationnelle¹¹, condition *sine qua non* de l'existence d'une « société civile » juvénile dotée d'une forme minimale de cohérence. L'enquête réalisée autour du cas amiénois révèle tout d'abord, en effet, à quel point la répétition des mobilisations dans le monde éducatif ont permis aux réseaux d'interconnaissance nés en leur sein de se survivre, régulièrement réactivés quand vint le temps de l'action : si la filiation soulignée plus haut entre les événements de 2007 et de 2009 était omniprésente, c'est en d'autres termes parce que les groupes concrets sur lesquels reposaient alors le travail de mobilisation étaient en grande partie les mêmes. Mais les réponses aux questionnaires qu'ont alors remplis les étudiants [cf. encadré « La méthodologie de l'enquête »] montrent en outre que ces mobilisations ne constituaient un premier fait d'arme que pour bien peu de militants (6%), et rappellent au passage que la pratique protestataire juvénile fut récurrente et massive tout au long des années 2000. En réalité, les événements qui font figures d'expériences générationnelles pour ces cohortes se situent plus tôt dans la décennie : il s'agit essentiellement de la mobilisation contre la présence de J-M. Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002 (40% des répondants ayant connu à cette occasion leur première expérience de manifestation) et du mouvement contre le contrat « première embauche » de 2006 (qui a constitué une première expérience protestataire pour presque 30% des répondants)¹².

C'est cette relative continuité des publics contestataires qui explique que des formes de transmission aient pu s'effectuer de mobilisation en mobilisation, non seulement à l'intérieur des organisations juvéniles de mouvement social qui habituellement les assurent seules ou presque (essentiellement en raison de l'instabilité de leur population de référence), mais également à l'extérieur de celles-ci. On a par exemple montré ailleurs qu'il en allait ainsi de la transmission des processus de cadrage symboliques¹³ par lesquels les étudiants des années 2000 donnent leur sens aux mobilisations, diagnostiquant ce qui fait problème, désignant l'injustice subie et identifiant ceux qui en sont responsables à travers la construction d'un « nous » mobilisé¹⁴. Mais il en va également ainsi des pratiques qui donnent corps à l'action collective : on constate notamment à quel point le « blocage » devient, à compter du début des années 2000, l'un des éléments centraux du répertoire d'action étudiant, éclipsant complètement la « grève avec piquets » qui se pratiquait dans les années 1990. Cette dernière transformation n'est d'ailleurs pas anodine, car l'occupation des locaux universitaires

¹¹ MANNHEIM K., *Le problème des générations*, Armand Colin, 2011 ; MAUGER G., *Âges et générations*, Paris, La Découverte, 2015 ; ATTIAS-DONFUT C., « La notion de génération : Usages sociaux et concept sociologique », *L'Homme et la société*, 90-4, 1988, p. 36-50.

¹² Il faudrait ajouter à cette liste la mobilisation de 2003 contre la réforme « Licence-master-doctorat » (LMD) et surtout celle de 2005 contre la réforme du lycée initiée par F. Fillon, première expérience protestataire de 13% des répondants au questionnaire.

¹³ L'enquête réalisée autour du cas amiénois révèle par exemple la permanence et les voies de transmission d'un cadre d'injustice « néo-marxiste », construit au fil des mobilisations et particulièrement ajustée aux origines sociales très populaires d'une part des étudiants mobilisés en 2009. Voir à ce sujet BRUSADELLI N., « Cadres d'injustice et répertoire d'action étudiants. Retour sur les expériences protestataires récentes dans l'université française », in BOUNEAU C. et CALLEDE J.P. (éd.), *Figures de l'engagement des jeunes. Continuités et ruptures dans les constructions générationnelles*, Maison des sciences de l'homme d'Aquitaine., Pessac, 2015, p. 403-416.

¹⁴ Sur les processus de cadrage cf. BENFORD R.D. et SNOW D.A., « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, 99-3, 1 octobre 2012, p. 217-255.

change évidemment beaucoup de choses du point de vue des rapports sociaux qui s'établissent entre les étudiants lors de la mobilisation. Le squat ne « tient », par exemple, que si une forme d'organisation collective minimale voit le jour : il faut « faire de la récup' » pour se nourrir, assurer la sécurité par des « tours de garde », administrer l'occupation de l'espace, régler les conflits et les litiges, etc. L'occupation implique, pour le dire autrement, l'ouverture d'une seconde temporalité dans la mobilisation, tournée vers la vie du groupe et vers son organisation *en tant que groupe*.

Existence de savoir-faire de lutte communs, forme minimale d'organisation, mémoire des luttes à caractère générationnel... : on comprend aisément que les étudiants mobilisés forment alors un groupe doté d'une homogénéité politique relativement rare en milieu étudiant. Et ce d'autant que des espaces de délibération sont alors à leur disposition, les assemblées générales constituant un élément incontournable du répertoire d'action étudiant depuis plusieurs décennies, notamment parce qu'elles sont un outil indispensable au syndicalisme étudiant qui a ainsi joué un rôle de conservatoire en la matière¹⁵. Celles-ci ont, par ailleurs, pris d'autant plus d'importance qu'elles ont aussi permis de légitimer démocratiquement les coups de forces que représentaient les interdictions d'accéder aux locaux : c'est certainement ainsi qu'il faut comprendre, au-delà des croyances spécifiques qui animent cette population très scolarisée, la surenchère démocratique relevée par nombre d'observateurs de l'époque¹⁶ (formes de mimétisme vis-à-vis de la démocratie parlementaire, protection du droit à la parole de « l'opposition », contre-attaques permanentes de cette même opposition sur les questions de légitimité démocratique, etc.). Investies par les communautés de « bloqueurs », les formes de la démocratie « directe » étudiante se sont d'ailleurs complexifiées, perfectionnées et formalisées, notamment entre 2006 et 2009. Tant et si bien qu'à chaque mobilisation étudiante à Amiens, c'est-à-dire presque une fois par an à compter de 2006, c'est une quasi-organisation de mouvement social *ad hoc* qui se dresse sur ses pieds, à travers l'existence de commissions diverses pour animer la mobilisation, de comités de grève élus par site universitaire, de coordination de ces comités à échelle de l'université, l'envoi de délégués dans la coordination nationale étudiante hebdomadaire, etc.

À l'échelle d'une génération, des groupes affinitaires et militants se sont donc formés, partageant des « cadres d'injustice » similaires et agissant dans des formes d'organisations qui, par leur permanence à l'échelle d'un campus ou par leurs modalités d'action¹⁷, ressemblent fortement à une nouvelle organisation juvénile de mouvement

¹⁵ Elles ont en effet permis à la direction de l'Unef de pallier de longue date à la faible représentativité constante de l'organisation, qui ne pouvait s'appuyer ni sur un nombre important d'adhérents ni sur des élections étudiantes entachées par un très faible niveau de participation. D'un autre côté, la pratique des assemblées générales ont également permis aux courants d'extrême gauche, qui interviennent dans l'Unef ou en dehors, de tenter de « déborder » celle-ci. Sur ces questions voir LE MAZIER J., « *Pas de mouvement sans AG* » : les conditions d'appropriation de l'assemblée générale dans les mobilisations étudiantes en France (2006-2010). Contribution à l'étude des répertoires contestataires, Thèse de science politique, Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2015.

¹⁶ GEAY B. (éd.), *La protestation étudiante : Le mouvement du printemps 2006*, Liber, 2009.

¹⁷ Parmi lesquelles l'écriture et la distribution de tracts à destination des étudiants ou des salariés, l'affichage informatif, la collecte de « contacts », l'édition d'un journal mais aussi l'écriture de communiqué de presse ou encore les négociations avec la présidence de l'Université. Ce qui rappelle au passage que, même s'il s'agit d'instances « d'auto-organisation », un groupe n'existe que « lorsqu'il s'est doté d'un organe permanent de représentation doté de la plena potentia agendi et du siligum

social, concurrentes de celles déjà existantes. Percevant les formes d'« auto-organisation » comme les plus légitimes – au regard de leurs « effectifs » comme de leur fonctionnement, dans un milieu où l'attachement à la démocratie directe est relativement puissant – les étudiants qui incarnaient celles-ci ont parfois cédé à la tentation de monopoliser le pouvoir de représentation, déniaient au passage le droit d'exister aux autres organisations, renvoyées à la défense leur « chapelle » et donc de leurs intérêts propres. À la fin des mouvements amiénois de 2007 comme de 2009, des statuts sont ainsi par deux fois rédigés et déposés en préfecture par les « comités de mobilisation » devenus comités de grève. Des locaux furent également obtenus pour ces derniers dans les campus et des listes furent déposées à l'occasion des élections universitaires et des élections du Crous. À l'image des infirmières de la fin des années 1980, parvenues à réinventer les formes de représentation catégorielles sur la base de leur « coordination »¹⁸, une part des étudiants semblent donc alors tentés par la reconstruction d'une nouvelle organisation.

Évidemment, certains facteurs structurels et conjoncturels ont également favorisé l'émergence de luttes pour la représentation étudiante, dans les universités comme dans les « coordinations nationales ». Loin d'interviewer naturellement les portes paroles désignés par les assemblées, les médias comme les pouvoirs locaux ou nationaux se tournaient par exemple plus « naturellement » vers les organisations étudiantes ou partisans traditionnelles, les habitudes de travail propres aux agents des champs politique et médiatique donnant donc à celles-ci le loisir de contourner les formes d'auto-organisation étudiantes. La stratégie de l'Unef – première organisation étudiante ayant refusé de se joindre à la mobilisation de 2007 pour des raisons stratégiques mais n'ayant pas manqué d'occuper l'espace médiatique – a également participé à attiser les tensions entre groupes d'étudiants. Mais il faudrait aussi notamment mentionner l'existence de courants « post-situationnistes »¹⁹, qui se sont montrés capables, au sein des coordinations nationales, de capter le rejet des organisations existantes et de lui donner un langage, renouant ainsi avec un mot d'ordre ancien du situationnisme invitant à « ne pas combattre l'aliénation par des moyens aliénés ». Lors de certaines coordinations, des mesures drastiques ont même parfois été adoptées à leur initiative pour interdire aux organisations habituelles de développer leurs stratégies propres : interdiction des téléphones portables ; bandeau de « sécurité » entre délégués et observateurs de la coordination ; poursuite physique des groupes essayant de se réunir, etc.

L'espace social et politique des étudiants mobilisés

La concurrence qui existait en quelque sorte à l'état latent, entre les organisations habituelles de mouvement social et celles qui avaient pris forme sur les campus, s'est donc traduite en 2009 par des affrontements pour la représentation politique des étudiants. Au-delà des effets de période qui contribuent à éclairer les raisons de ces

authenticium, donc capable de se substituer (parler pour, c'est parler à la place) au groupe sériel, fait d'individus séparés et isolés, en renouvellement constant, ne pouvant parler et agir que pour eux-mêmes » BOURDIEU P., « La délégation et le fétichisme politique »..., *op. cit.*

¹⁸ KERGOAT D. (éd.), *Les infirmières et leur coordination, 1988-1989*, Lamarre, 1992.

¹⁹ Anna TRESPÉUCH-BERTHELOT, *L'Internationale situationniste*, Presses Universitaires de France, 2015 ; Eric BRUN, *Les situationnistes*, Paris, CNRS, 2014.

luttons, il faudrait certainement détailler l'ensemble des « effets de champs » qui ont participé à construire la configuration bien spécifique de l'époque. Ainsi par exemple de la stratégie syndicale des dirigeants de l'Unef qui – auréolés par la victoire contre le CPE – ont refusé de remettre en jeu le poids symbolique de l'organisation au sein du champ politique et donc de s'engager dans une bataille qu'ils estimaient perdue d'avance contre le tout nouveau gouvernement de N. Sarkozy²⁰. Mais on voudrait surtout ici tenter de caractériser socialement les élites politiques se disputant la « direction » du mouvement, dans l'objectif de souligner les éventuelles différences dans les trajectoires socio-scolaires ou encore d'engagement²¹ qui caractérisent les uns et les autres. De ce point de vue, la passation *ex-post* de questionnaires téléphoniques, auprès des étudiants amiénois ayant rempli les « feuilles de contacts » que les militants faisaient circuler dans les assemblées générales, permet d'apporter quelques éléments de réponse.

On y apprend en effet notamment que les étudiants ayant un père ouvrier ou employé – surreprésentés par rapport à la population de référence avec 35% des effectifs interrogés²² (51% si l'on ne prend en considération que les filières les plus mobilisées : sociologie, histoire, psychologie) – s'avèrent en effet être plus souvent des militants syndicaux ou politiques que les autres : ils sont un sur deux à avoir déjà été « organisés », alors que la part des (ex-)adhérents de syndicats ou de partis ne dépassent pas 39% des répondants. Il est également à noter que 40% des enfants d'ouvriers et d'employés déclarent avoir des proches qui manifestent ou font grève régulièrement, contre 30% seulement de l'ensemble des répondants. Tout se passe donc en la matière comme si ces cohortes, qui sont également celles de la seconde vague de massification universitaire, avaient converties l'héritage protestataire familial en dispositions à s'organiser. À l'inverse, les enfants des classes moyennes ou supérieures – c'est-à-dire issus de l'encadrement, du monde des professions intermédiaires, des professions intellectuelles supérieures ou du commerce et de l'artisanat – se distinguent par un héritage protestataire moindre et par des expériences tendanciellement plus marquées dans les associations ou dans l'animation. On voit ainsi se dessiner deux modes d'entrée possibles dans l'action militante, deux processus d'apprentissage dont on peut supposer qu'ils se distinguent du point de vue des savoirs(-faire) qu'ils confèrent ou du type d'action collective à laquelle ils socialisent. Que l'on pense par exemple à tout ce qui différencie, en termes de processus délibératif, de rapport au conflit ou encore d'équilibre entre le « je » et le « nous »²³, l'activité syndicale ou politique et la pratique de l'animation²⁴.

²⁰ On s'appuie ici sur l'analyse de divers comptes-rendus des réunions du Bureau National de l'Unef entre 2007 et 2009. Pour plus de détails cf. N. BRUSADELLI, *Les luttes étudiantes de 2007-2009...*, op. cit.

²¹ FILLIEULE O., « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, Vol. 51-1, 1 mars 2001, p. 199-215.

²² Ils ne représentent en 2009 que 31% de la population étudiante à l'Université de Picardie Jules Verne. Les enfants de « cadres et PIS » sont également surreprésentés dans le mouvement, tandis que toutes les autres catégories socioprofessionnelles sont sous-représentées. Sources : SISE-APOGEE.

²³ Norbert ELIAS, *La Société des individus*, Pocket, coll. « Agora », 1998.

²⁴ Sur la façon très particulière de faire groupe dans l'animation socioculturelle et l'éducation populaire voir notamment BRUSADELLI N., « Politiser sa trajectoire, démocratiser les savoirs », *Agora débats/jeunesses*, 76, 2017, p. 93-106 ; LEBON F., « Devenir animateur : une entreprise d'éducation morale », *Ethnologie française*, 112-4, 2007, p. 709 ; BRUSADELLI N., « Politiser sa trajectoire, démocratiser les savoirs. La fabrique des "conférenciers gesticulants" », *Agora débats/jeunesses*, 76, 1 juin 2017, p. 93-106.

Comme l'on peut s'y attendre, l'enquête statistique montre également que les expériences de l'action collective, quelles qu'elles soient, semblent conférer des ressources pour occuper des fonctions de directions dans les mouvements étudiants. Ainsi, alors que « seuls » 56% d'étudiants interrogés participaient intensivement à la mobilisation (c'est-à-dire cumulaient la participation aux manifestations, aux assemblées générales, à l'occupation, à la participation des « actions » et à la direction concrète du mouvement au sein des « comités de mobilisations »²⁵), c'était le cas de 72% des étudiants dotés d'une expérience préalable dans l'animation et le monde associatif, et de 75% des (ex-) adhérents d'un mouvement politique ou d'un syndicat. Du point de vue de la participation des enfants d'ouvriers ou d'employés, ces expériences, essentiellement politiques et syndicales, semblent d'ailleurs décisives : comme nous le montrent les tableaux n°1 et 2, le poids des origines sociales dans l'implication des uns et des autres s'avèrent d'autant plus fortes si l'on considère uniquement la population des étudiants « inorganisés », c'est-à-dire dépourvus de toute expérience associative, syndicale ou politique. En d'autres termes, les organisations semblent – dans le cas des enfants d'ouvriers ou d'employés – jouer le rôle d'écoles de formation leur permettant de prendre des responsabilités dans les mouvements sociaux, à l'image d'un Parti Communiste Français qui fut jadis essentiel dans les trajectoires d'ascension sociale par le militantisme de certaines franges de la « classe ouvrière ». A l'inverse, si l'expérience préalable dans les associations ou dans l'animation doit certainement contribuer à mettre en forme certaines dispositions à l'action collective, elles ne semblent par contre pas nécessaire à la prise de responsabilité dans les mouvements étudiants : tout se passe, cette fois, comme si l'héritage culturel familial – redoublé par une pratique a priori heureuse de l'école – leur suffisait pour occuper des postes de direction qui nécessitent certitude de soi et compétences discursives. En ce cas, la surreprésentation des acteurs associatifs ou de l'animation dans les instances de « direction » du mouvement étudiant s'explique donc plutôt par l'existence de la variable « antécédente » que constitue leurs origines de classe.

Tableau n°1

	Faible implication	Implication moyenne	Forte implication	ENSEMBLE
Cadres et PIS	27,3%	27,0%	45,5%	100,0%
PI	0,0%	66,7%	33,3%	100,0%
Classes populaires	57,1%	42,9%	0,0%	100,0%
Agriculteur, artisan	33,3%	66,7%	0,0%	100,0%
ENSEMBLE	29,6%	44,4%	25,9%	100,0%

²⁵ Il faut noter ici que si le genre s'avère être une variable peu influente dans les prises de positions « internes » à l'espace de la mobilisation étudiante, il est par contre structurant lorsque l'on observe les formes de divisions du travail militant, les filles étant largement surreprésentées dans la gestion quotidienne de l'occupation mais participant tendanciellement moins aux travaux de « direction politique ».

Analyse des correspondances multiples (ACM) – Espace des modalités actives et illustratives



Tableau n°2

	Faible implication	Implication moyenne	Forte implication	ENSEMBLE
Cadres et PIS	16,7%	26,7%	56,7%	100,0%
Professions Intermédiaires	0,0%	26,3%	73,7%	100,0%
Agriculteurs, artisans	50,0%	25,0%	25,0%	100,0%
Classes populaires	18,8%	28,1%	53,1%	100,0%
ENSEMBLE	16,9%	27,0%	56,2%	100,0%

La réalisation d'une analyse factorielle à partir de ces mêmes données permet de visualiser d'un seul tenant l'ensemble des systèmes de corrélations statistiques, et donc de représenter l'espace social et politique de la mobilisation étudiante [cf. Analyse des correspondances multiples]. L'axe horizontal (n°1), qui représente 21,63% du nuage de points de l'analyse factorielle, oppose ainsi les étudiants héritiers d'une culture protestataire et organisés syndicalement ou politiquement à ceux dont la famille est dépourvue de culture militante et qui ne sont pas militants eux-mêmes. L'axe vertical (n°4), qui a conservé quant à lui 15,81% de l'information du nuage de points, oppose principalement les étudiants issus des « professions intermédiaires » – c'est-à-dire majoritairement des enfants d'instituteurs et de travailleurs sociaux – à ceux issus des milieux artisans, agricoles et populaires : en d'autres termes, il oppose les individus sous l'angle du capital culturel de la famille d'origine.

Les histoires individuelles et familiales des protagonistes du mouvement s'organisent donc autour de deux pôles « typiques ». Le premier de ces pôles se situe en haut à gauche du graphique, et comprend les enfants de « cadres et professions intellectuelle supérieures (PIS) », non militants, sans ressources politiques familiales. Le second se situe en bas à droite, et comprend les étudiants issus des classes populaires, héritiers d'une culture protestataire et enclins à l'organisation politique ou syndicale. Les étudiants issus des professions intermédiaires, instituteurs et travailleurs sociaux pour beaucoup, occupent une place à part sur le graphique, ceux-ci étant pourvus de capitaux culturels mais également de capitaux militants hérités ou acquis. Plus excentrés encore, socialement proches des enfants de classes populaires mais rejoignant les enfants de « cadres et PIS » de par leur dispositions politiques, les enfants de travailleurs indépendants se situent en bas à gauche, opposés en tous points à ceux issus des classes moyennes cultivées. Dans cet espace structuré autour de ces modalités actives [les triangles sur le graphique], d'autres modalités de variables ont été projetées de manière illustrative [les ronds sur le graphique] : il s'agit notamment du type de bac obtenu, du niveau d'implication dans le mouvement²⁶, de la première expérience protestataire, de l'existence d'une expérience associative antérieure au mouvement, des éventuelles

²⁶ Les trois niveaux d'implications sont cumulatifs. Implication « faible » : participation aux manifestations et/ou aux assemblées générales ; implication « moyenne » : participation à l'occupation des sites universitaires, à la préparation des actions ou du matériel ; implication « forte » participation aux comités de mobilisations ou de grève.

appartenances politiques ou syndicales²⁷, du site universitaire d'appartenance des étudiants²⁸ ou encore des opinions politiques déclarées.

Axe 1			Axe 4		
Modalités actives	Contribution à la construction de l'axe	Signe des coordonnées	Modalités actives	Contribution à la construction de l'axe	Signe des coordonnées
Organisé	18,70	+	Agriculteur, artisan	29,82	-
Agriculteurs, artisans	17,72	-	Professions Intermédiaires	24,13	+
Proches non organisés	16,34	-	Classes populaires	17,51	-
Proches manifestent	16,18	+	Cadres et PIS	9,99	+
Non organisé	13,80	-	Proches organisés	6,39	-
Classes populaires	7,61	+	Organisé	4,93	-
Cadres et PIS	5,15	-	Non organisé	3,47	+
Professions Intermédiaires	4,39	+	Proches manifestent	2,80	+
Proches organisés	0,10	+	Proches non organisés	0,96	+

« Humeurs anti-institutionnelles » et dispositions « personnalistes »

L'analyse factorielle met donc en avant l'existence de deux types d'étudiants mobilisés, qui se différencient notamment par la pente de leurs trajectoires socio-scolaires et par l'origine des ressources militantes dont ils disposent. La campagne d'entretien (n=10), menée auprès des responsables des mouvements étudiants, syndicalistes ou « autonomes », tout à la fois confirme cette typologie et invite à aller plus loin l'analyse. Les entretiens invitent notamment à ne pas ramener le rejet des organisations de mouvement social, fréquent chez les étudiants issus des classes moyennes et supérieures, au simple constat qu'elles ne leur seraient pas utiles pour s'engager. Pour le dire autrement, cette dimension utilitariste ne peut expliquer à elle seule le rejet profond dont les organisations font l'objet de la part des responsables « autonomes », tout disposés à lutter contre le pouvoir des « syndiqués » et parfois sensibles aux discours post-situationnistes²⁹. L'analyse qualitative met en réalité en lumière l'importance d'autres facteurs, essentiels pour comprendre les rapports que les uns et les autres ont développé avec les organisations de mouvement social. Il s'agit notamment, comme le montre le cas de Cyril, du type d'éducation reçue et de la nature de l'héritage politique familial.

Cyril a passé un baccalauréat scientifique, et il est au moment où je l'interroge en Licence de sciences politiques, après une tentative infructueuse en première année de médecine et deux ans de Licence de Biologie. Son père est enseignant et sa mère éducatrice spécialisée. C'est quelqu'un qui connaît une

²⁷ FSE : Fédération syndicale étudiante ; UNEF : Union nationale des étudiants de France ; SUD : Solidaires étudiants ; GU : Gauche unitaire (Front de Gauche) ; POI : Parti ouvrier indépendant ; MJCF/PCF : Mouvement des jeunes communistes français / Parti communiste français ; NPA : Nouveau parti anticapitaliste.

²⁸ Campus : site de sciences humaines et sociale ; Pôle sciences : site de sciences et techniques (médecine excepté) ; PUC : pôle universitaire cathédrale (droit, science politique, économie) ; Faculté des arts.

²⁹ Pour ceux qui ne se rendent pas aux coordinations nationales étudiantes, qui sont un lieu d'intervention des courants post-situationnistes, les thèses issues de ces mouvances circulent au travers de différents textes : ainsi de « L'Appel », écrit en 2003 par les réseaux ayant fondé la revue *Tiqqun* en 1999, ou encore et surtout de *L'Insurrection qui vient*, écrit par les mêmes réseaux en 2007 et publié en 2009. Cf. Comité invisible, *L'Insurrection qui vient*, La Fabrique, 2009.

trajectoire familiale ascendante de par son père (son grand-père paternel était ouvrier agricole, et sa grand-mère femme de ménage) mais descendante de par sa mère (son grand-père maternel était un notaire amiénois).

Ses parents n'ont jamais milité dans une organisation syndicale ou politique, mais « *ont toujours été de gauche* », « *font les manifestations* » et ont toujours été « *dans la contestation de ce qu'ils voyaient* ». Ils lui ont appris à « *prendre du recul* », notamment sur ce qu'on lui apprenait à l'école, précise-t-il. Bien qu'éloigné des organisations de mouvement social, ses parents sont des militants « dans leur métier » comme il dit, c'est-à-dire des militants pédagogiques. Son père pratique une forme de pédagogie inspirée de C. Freinet, à l'école comme à la maison, que l'on peut supposer être une forme d'héritage familial (ses grand-paternels, qui ont toujours aujourd'hui des engagements humanitaires, se sont rencontrés dans le cadre de l'action catholique spécialisée, plus précisément dans l'action catholique des enfants).

Cyril a lui-même passé le Bafa et a été animateur, souvent avec les Céméa. Son parcours militant a en outre commencé très tôt, à 14 ans, à l'occasion des manifestations contre le FN de 2002. Il était alors en 4^{ème}. A partir de la seconde et jusqu'à son entrée à l'Université, il s'implique dans une association de solidarité internationale dans le cadre de laquelle il partira deux fois au Mali. En 2005 et 2006, il participe aux mobilisations lycéennes contre la réforme Fillon et contre le CPE, puis en 2007 à la lutte anti-LRU lors de son arrivée à l'Université. Quand nous discutons, il me parle de son attirance pour les utopies communautaires sans hiérarchie ni monnaie.

Son appétence pour la démocratie autogestionnaire a d'ailleurs trouvé à s'exprimer dans la forme de l'auto-organisation étudiante, le respect de ces formes de mobilisation étant un préalable pour lui. Il garde un bon souvenir de la mobilisation de 2007 : il n'y avait pas de « *matraquage de cerveau* », on faisait une « *place* » aux idées de chacun, « *tout le monde était écouté* » (l'AGE amiénoise de l'Unef était alors affiliée à la tendance d'extrême gauche du syndicat, « *trotskyte* » et théoricienne des bienfaits de « l'auto-organisation »). Les syndiqués respectaient les décisions prises dans les comités de mobilisation, et défendaient ces décisions en AG même s'ils n'étaient pas d'accord avec celle-ci (contrairement à 2009 où il sentait chez les syndicalistes des « *pressions venues d'ailleurs* »).

Plus encore, il tente en réalité à plusieurs reprises d'intégrer un syndicat étudiant, mais il échoue. Même s'il se dit balancer entre « *inutilité et culpabilisation* », il ne s'est jamais engagé dans une organisation, car « *l'organisation interne de ces mouvements-là* » ne lui « *correspond pas du tout* » : « *je ne me suis jamais senti bien dans ces trucs-là, j'ai jamais senti que j'allais pouvoir faire des choses qui allait correspondre à ce que je voulais* ». La « *domination des anciens sur les nouveaux* » dans les syndicats étudiants le rebute, et il n'a « *pas du tout envie de recevoir de pression d'un quelconque personnage national ou d'une direction nationale* ».

Les prises de positions de Cyril sont ainsi révélatrices de dispositions que nous pourrions dire « anti-institutionnelles »³⁰, et dont la genèse est aisément compréhensible. D'un côté, son parcours scolaire de bon élève a pu lui épargner le phénomène de domination culturelle que ressentent bien souvent, dans leur rapport à l'école, les enfants des classes populaires³¹. De l'autre, l'impact dans la pratique professionnelle de son père de la pédagogie « Freinet » renseigne sur le climat familial dans lequel il a évolué, tout comme la socialisation militante de ses parents dans l'action catholique spécialisée. Plus qu'un simple héritage de capital culturel, ses parents lui ont appris à « *prendre du recul* » sur tout, à se construire un « *avis personnel* », si besoin contre les autorités légitimes, à commencer par l'école : là où les organisations de mouvement social peuvent précisément fournir une « *compétence politique* » à ceux qui en sont dépourvus, Cyril n'a aucunement besoin d'elles pour se faire une opinion, pour traduire ses valeurs en système de pensée et sous forme argumentative, pour apprendre à maîtriser la langue de manière à faire triompher ses positions.

³⁰ MAUGER G., « Gauchisme, contre-culture et néolibéralisme. Pour une histoire de la "génération de mai 1968" », in *L'identité politique*, PUF, 1994, p. 206-226.

³¹ PASSERON J.C. et BOURDIEU P., *Les héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Les Editions de Minuit, 1964.

Mais le rapport de Cyril aux organisations collectives ne se caractérise pas uniquement par le fait qu'il peut se passer d'elles : comme en témoigne sa tentative échouée d'intégrer un syndicat étudiant, il ne parvient pas à y trouver sa place (« *je ne me suis jamais senti bien dans ces trucs-là* » ; « *j'ai jamais senti que j'allais pouvoir faire des choses qui allait correspondre à ce que je voulais* »). Ce qui tient cet habitué de l'animation à distance des organisations, c'est notamment les phénomènes de domination intrinsèques à toute institution, et plus encore dans un milieu où le *turn-over* implique nécessairement une domination forte, en termes de capital militant, des « *anciens* » sur les « *nouveaux* ». Il faut souligner ici qu'il ne s'agit pas uniquement de se tenir personnellement à l'écart de toute position subordonnée, mais bien plutôt d'éviter toute situation caractérisée par des rapports visibles de subordination : au cours de notre entretien il explique par exemple à quel point il avait « mal vécu » de faire partie, en 2009, de la génération « *qui sait* » (il est alors en troisième année de licence, a déjà vécu une mobilisation universitaire et se trouve en situation de transmettre des savoirs de lutte). Sa soif de démocratie directe en découle logiquement, palpable dans le projet politique communautaire³² qu'il nourrit. Celle-ci a trouvé à s'exprimer pleinement dans la forme autogestionnaire des mobilisations étudiantes, et le respect de ces formes de mobilisation est donc un préalable pour lui : les rapports avec l'Unef ont toujours été cordiaux tant que l'Unef s'est tenue à la discipline de « l'auto-organisation », c'est-à-dire tant qu'elle s'est niée en tant que structure, tant que le « nous » syndical s'est plié au « nous » du groupe mobilisé. Alors que les formes éphémères d'organisation, *ad hoc*, lui donnent l'impression d'une égalité entre individus, qui ont alors tout à inventer ensemble, l'association extérieure permanente – et donc l'existence d'un champ³³ pérenne de la représentation étudiante – est vécue comme une entrave à sa propre liberté individuelle, comme une dépossession potentielle de la capacité à diriger ses propres affaires.

On perçoit chez Cyril à quel point le rejet des institutions de mouvement social va de pair avec une défense de la démocratie, et *in fine* avec une forme de valorisation de la personne et de sa volonté : si les « organisations » doivent être parfois combattues – et au-delà d'elles si toutes les situations génératrices de rapports de domination doivent être évitées – c'est parce qu'elles semblent de son point de vue remettre en cause la possibilité pour chacun d'exprimer et de défendre ses positions quant à la direction que doit prendre la lutte collective. Ces prises de positions font ainsi largement écho à celle d'Adrien, chez qui « l'humeur anti-institutionnelle » se double d'une forme de personnalisme³⁴ extrêmement marqué, allant jusqu'à constituer – comme le montre sa trajectoire scolaire – une forme de handicap.

Lorsque je fais un entretien avec Adrien, je suis en Master et lui en Licence 2 de psychologie, mais il est pourtant mon aîné d'un an : il a en réalité connu un parcours scolaire qu'il qualifie lui-même de « *chaotique* ». Son père est médiateur familial et sa mère institutrice en classe pour l'inclusion scolaire (Clis), là encore non militants mais « *intéressés aux questions sociales de par leur travail* ». Son grand-père paternel était ingénieur, sa femme et lui étaient des pieds noirs algériens. Il a peu de renseignement sur ses grands-parents maternels, qu'il n'a quasiment pas connus : sa mère a rompu relativement tôt les

³² LACROIX B., *L'utopie communautaire. Histoire sociale d'une révolte*, PUF, 2006 ; LACROIX B., « Le discours communautaire », *Revue française de science politique*, 24-3, 1974, p. 526-558.

³³ BOURDIEU P., « Quelques propriétés des champs », in *Questions de sociologie*, Minit, 2009, p.

³⁴ MAUGER G., « Les politiques d'insertion. Une contribution paradoxale à la déstabilisation du marché du travail. », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 136-1, 2001, p. 5-14.

liens avec ses parents, très religieux et adeptes d'une forme d'éducation très rigoriste. À l'inverse, lui me dit avoir reçu une éducation très « *open* », ses parents étant « *très humains* », « *très copains* » : « *peu d'interdictions, surtout des explications* ». Il n'a jamais fumé, sauf du cannabis (son père en consomme lui aussi) : lorsqu'il a voulu essayer la cigarette étant adolescent, ses parents lui en ont donné une, ce qui l'a « *vacciné* ».

Quand on lui parle de ses trois redoublements, étonnants pour quelqu'un qui s'exprime dans un si bon français, il parle du fonctionnement de l'école qui ne lui « *correspondait* » pas : « *moi dans ce cadre-là je prends aucun plaisir à étudier, j'y vois pas l'intérêt, et plus on me forcera à apprendre quelque chose et moins j'aurai envie de le faire* ».

C'est visiblement là un sujet assez douloureux pour lui : tout se passe en fait comme s'il était devenu, à la suite de l'éducation libérale qu'il a reçue, un inadapté scolaire : pourvu de compétences scolaires mais incapable de se plier au jeu de l'école. Il développe un rapport au monde scolaire vécu sur le thème de l'entrave, qui va se retrouver dans son rapport au monde social dans son ensemble.

Adrien manifeste pour la première fois en 2002 contre J.M Le Pen, puis fait ses premiers pas comme militant en 2006, alors qu'il est encore au lycée. Une année sabbatique plus tard, alors qu'il est en faculté de psychologie, il occupe son université contre l'autonomie des universités. Deux ans plus tard, il est de nouveau présent et participe cette fois à la gestion du mouvement.

La place de l'individu est centrale dans l'ensemble de ses prises de positions politiques. Il ne prend pas part aux luttes entre étudiants syndiqués et non syndiqués parce que « *ça reste des individus* » démontrant au passage tant son appréhension du conflit que son refus des « *étiquettes* ».

Il ne se reconnaît aujourd'hui dans aucun parti politique, mais s'il devait défendre un programme, ce serait un programme orienté vers la « *responsabilisation des citoyens* », « *un parti qui proposerait vraiment aux gens de prendre leur vie en main plutôt que de vouloir changer le monde extérieur* », qui permettrait à chacun d'« *être le changement qu'il veut voir dans le monde* ».

De la même manière, il estime que les organisations ne sont pas nécessaires (« *j pense qu'on a pas besoin d'organisation, on a besoin tous de faire quelque chose dans notre vie quotidienne, avec les gens qu'on connaît* »), voire néfastes (« *ce qui est problématique dans les organisations, c'est que ça étouffe l'individu, et du coup chacun ne peut pas apporter sa créativité* ») : il y a « *autant de programmes politiques que d'individus, chacun a sa propre pierre à apporter à l'édifice* ». On retrouve ces vues dans sa prise de distance vis-à-vis des syndicats étudiants : il se « *sentirait enchaîné à quelque chose* » s'il adhérerait à un syndicat, et n'aurait « *plus [sa] liberté pour faire [ce qu'il a] envie de faire* ».

Tout comme celle de Cyril, la trajectoire d'Adrien montre donc l'importance du style éducatif familial dans l'équilibre que chacun construit entre le « *je* » et le « *nous* ». Mais elle montre aussi à quel point cet équilibre, qui caractérise au premier chef l'habitus pour Norbert Elias³⁵, détermine le rapport plus ou moins heureux que les individus et les groupes entretiennent vis-à-vis des institutions (celles-ci étant entendues au sens d'un système de rôles, de règles ou encore de routines qui se stabilisent nécessairement lorsqu'un phénomène collectif est amené à durer³⁶). Pour comprendre le malaise d'Adrien, il faut en effet tenir compte à la fois de l'éducation libérale qu'il a reçue et de l'ambiance de caserne qui peut émaner de l'institution scolaire pour des individus ainsi socialisés : il semble en réalité avoir étendu à l'ensemble des institutions collectives, y compris à celles qu'il ne connaît pas, le rapport malheureux qu'il a développé vis-à-vis de l'école. Transposée sur le terrain militant, cette disposition personnaliste ou anti-institutionnelle concourt à envisager l'action dans des formes collectives dotées d'un système de règles et de routine minimale, peu susceptible de son point de vue d'enrôler la subjectivité individuelle dans une quelconque identité collective, ou plus précisément de subsumer le « *je* » dans un quelconque « *nous* ». Quand il définit son militantisme, il le définit d'ailleurs d'abord en opposition aux catégories qui désignent dans leur essence la sphère publique : son militantisme n'est pas « *politique* », il est « *psychologique* » ;

³⁵ ELIAS N., *La Dynamique de l'occident*, Pocket, 2003 ; ELIAS N., *La Société des individus*, Pocket, coll.« Agora », 1998.

³⁶ LAGROYE J. et OFFERLÉ M. (éd.), *Sociologie de l'institution*, Paris, Belin, 2011.

c'est un « *militantisme du quotidien* », axé sur la « *perception des choses* » et invitant à « *être le changement que tu veux voir dans le monde* ».

Conclusion

Dans ce milieu instable mais cultivé qu'est le monde étudiant, la permanence des collectifs de lutte et la faible légitimité des organisations représentatives se sont donc conjuguées pour permettre l'existence, le temps d'une génération, d'une « société civile étudiante ». Plus encore, c'est un espace de représentation politique alternatif qui a en quelque sorte pu voir le jour, sur la base des pratiques protestataires classiques du milieu étudiant mais à la faveur d'une modification du répertoire d'action. Ces formes de représentation alternative, toujours éphémères, se sont développées à distance du champ du pouvoir, c'est-à-dire tant des espaces dédiés au « dialogue social » que du champ médiatique. Elles n'ont alors pas manqué d'entrer en contradiction avec les institutions prétendant représenter sur le long terme les intérêts étudiants, et notamment avec l'Unef et les autres organisations intervenant directement dans l'espace des mouvements sociaux. Assises sur l'existence de groupes concrets – eux-mêmes soudés dans et par l'expérience répétée du squat des locaux universitaires – ces formes de représentations alternatives ont sans doute nourri le « mythe de la base »³⁷, c'est-à-dire la représentation d'un « peuple » étudiant s'opposant à ses représentants comme le « bas » s'oppose au « haut ». Par conséquent, on peut faire l'hypothèse que cette séquence de mouvements sociaux a laissé des traces dans les dispositions politiques de ceux et celles qui y ont participé, confirmant notamment dans une certaine population étudiante toutes les formes de refus des phénomènes de délégation politique, et donc de distanciation vis-à-vis de « l'État » et plus largement des champs de représentation classiques.

Bien qu'ayant mobilisé massivement le milieu étudiant, cet espace de représentation alternatif semble avoir été principalement porté par deux catégories distinctes d'étudiants. Il s'agit d'un côté d'étudiants syndicalistes, tendanciellement issus des classes populaires ou du monde des professions intermédiaires, dans lesquels les traditions d'organisation collective existent. D'un autre côté, il s'agit d'étudiants plus dotés, issus eux aussi du monde des professions intermédiaires ou de celui des couches supérieures du salariat. Ces derniers semblent avoir développé un rapport particulier (« anti-institutionnel ») à l'action collective, qui a bien des égards rappelle le modèle du militantisme « post-it » (caractérisé notamment par le refus des organisations instituées et de la délégation politique) développé par J. Ion dans *La fin des militants*³⁸. Tout laisse alors à penser que les « luttes dans la lutte » qui se sont développées en 2007-2009, et qui avaient pour enjeu la représentation de la « société civile étudiante », recouvraient en réalité une forme de lutte de classes. À l'encontre du discours téléologique qui sous-tend l'analyse de Jacques Ion³⁹, mais aussi la plupart des discours savants ou non sur

³⁷ Charles SUAUD, « Le mythe de la base. Les États Généraux du développement agricole et la production d'une parole paysanne. », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-1, 1984, p. 56-79.

³⁸ ION J., *La fin des militants ?*, Éditions de l'Atelier., 1997.

³⁹ Pour une critique des impensés du modèle des « nouveaux engagements » voir COLLOVALD A., « Pour une sociologie des carrières morales et des dévouements militants », in COLLOVALD A. (éd.), *L'humanitaire ou le management des dévouements*, Presses Universitaires de Rennes, 2003, p. 177-229.

« l'engagement des jeunes »⁴⁰, cette enquête rappelle cependant que les luttes quant aux formes légitimes du militantisme reflètent moins une opposition entre « l'ancien » et le « nouveau » qu'elles ne sont un effet des origines sociales, des trajectoires familiales et individuelles, du rapport à l'école ou encore des apprentissages concrets du militantisme.

⁴⁰ Pour une version contemporaine de ces discours voir par exemple PLEYERS G. et CAPITAINE B., « Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes », *Agora débats/jeunesses*, 73, 7 juin 2016, p. 49-59.